



Lâ??aide active Ã mourir, câ??est pour bientÃ´t ?

Description

Chaque annÃ©e, lâ??ADMD, Association pour le Droit de Mourir dans la DignitÃ©, tient son assemblÃ©e gÃ©nÃ©rale Ã lâ??automne, dans une grande ville de France. Lâ??an dernier, câ??Ã©tait Ã Nantes, en 2023 ce sera Ã Valence mais cette annÃ©e, câ??Ã©tait Ã Rouen, au Kindarena le 24 septembre dernier. Martine, adhÃ©rente de lâ??association depuis plus de 13 ans, Ã©tait prÃ©sente.

Par Martine Lelait

Câ??Ã©tait une 42Ã¨me assemblÃ©e gÃ©nÃ©rale. Câ??est dire si le sujet nâ??avance pas vite ! 42 ans que lâ??association, forte aujourdâ??hui de prÃ©s de 76â??000 adhÃ©rents, milite pour le droit de mourir dans la dignitÃ©, pour que chacun puisse choisir les conditions de sa propre fin de vie. (Il y a lÃ un point essentiel, il ne sâ??agit pas de dÃ©cider de la fin de vie en gÃ©nÃ©ral, surtout pas de la fin de vie des autres, mais de la sienne propre, dans le respect des libertÃ©s individuelles).

Si la matinÃ©e du 24 septembre a Ã©tÃ© consacrÃ©e Ã lâ??assemblÃ©e gÃ©nÃ©rale, et aux rapports statutaires, lâ??aprÃ©s-midi Ã©tait ouvert au grand public avec des discours forts notamment de Jonathan Denis, nouveau prÃ©sident de lâ??ADMD et dâ??Hadrien Clouet, dÃ©putÃ© de Haute Garonne et le tÃ©moignage percutant dâ??une adhÃ©rente en fin de vie. Une table ronde, animÃ©e par une journaliste de France Bleu Normandie, et rÃ©unissant des intervenantes belge, suisse, espagnole, a permis dâ??Ã©clairer le dÃ©bat, dâ??apporter des arguments aux dÃ©tracteurs et de revenir sur pas mal dâ??idÃ©es reÃ§ues.

Tout dâ??abord, nous avons Ã©tÃ© invitÃ©s Ã cesser dâ??opposer soins palliatifs et aide active Ã mourir, les deux devant Ãatre complÃ©mentaires, (pour autant quâ??il y ait des unitÃ©s de soins palliatifs partout, ce qui est loin dâ??Ãatre le cas aujourdâ??hui !)

Jacqueline Herremans, prÃ©sidente de lâ??ADMD-Belgique et membre de la Commission fÃ©dÃ©rale de contrÃ´le et dâ??Ã©valuation de lâ??euthanasie, a expliquÃ© que la Belgique, riche dâ??une expÃ©rience de 20 ans dans ce domaine, nâ??euthanasiait pas Ã tour de bras. La loi belge encadre strictement la pratique. Examens mÃ©dicaux et diffÃ©rents entretiens accompagnent chaque demande. Demande qui doit provenir du patient lui-mÃªme et Ãatre argumentÃ©e, rÃ©itÃ©rÃ©e et ne

faire lâ??objet dâ??aucune pression extÃrieure. Le patient demande, le mÃdecin consent Ã mettre un terme Ã des souffrances, psychiques ou physiologiques inapaisables.

Erika Preisig, mÃdecin gÃnÃraliste et prÃsidente de Life Circle a prÃcisÃ quâ??en Suisse, la mort assistÃe existait depuis 40 ans et que le droit de choisir sa mort Ãtait reconnu comme un droit humain indÃpendant mÃme dâ??une maladie. Des rÃgressions sont cependant Ã lâ??Ãuvre dans le pays, par des pressions religieuses, par lâ??ordre des mÃdecins qui tend Ã rÃserver lâ??euthanasie aux seules personnes en situation terminale dâ??une maladie incurable dont les souffrances sont estimÃes insupportables. Le mÃdecin est-il plus apte que le malade pour dire que la souffrance est intolÃrable ? Il est par ailleurs rassurant dâ??entendre que 2/3 des personnes qui ont eu le Ã« feu vert Ã» pour lâ??euthanasie nâ??y recourent pas, cet accord les aidant Ã mieux vivre, Ã mieux supporter leur souffrance, puisquâ??ils savent quâ??une solution existe lorsquâ??ils ne la supporteront plus.

Lorens Arseguet, secrÃtaire gÃnÃrale de Derecho a Morir Dignamente, a exposÃ quant Ã elle que la loi espagnole Ãtait beaucoup plus rÃcente, puisquâ??entrÃe en vigueur en juin 2021. Sa mise en application varie selon les rÃgions. Pour lâ??heure, seule la Catalogne a pu produire un premier bilan. Les conditions sont encadrÃes : il faut une situation de maladie grave et incurable (mais pas de liste exhaustive de maladies) et rÃsider depuis au moins un an en Espagne pour accÃder Ã ce service public.

Au terme de cette table ronde, les diffÃrents intervenants sont tombÃs dâ??accord pour reconnaître que, comme dans dâ??autres domaines, les pressions sur le droit Ã mourir dans la dignitÃ existent toujours, que les retours en arriÃre ne sont pas exclus, et que comme dit Aragon Ã« rien nâ??est jamais acquis Ã»â?!

De fait, aprÃs 42 ans de militantisme de lâ??ADMD, on ne peut que constater que le combat est long et semÃ dâ??embÃches, il est similaire par bien des aspects Ã celui que fut la lutte pour lâ??IVG.

Au printemps 2021 une proposition de loi portÃe par Olivier Falorni dÃputÃ nâ??avait abouti quâ??Ã lâ??adoption du seul premier article, les opposants ayant, par un mÃcanisme dâ??obstruction bien connu, dÃposÃ des centaines et des centaines dâ??amendements pour en bloquer lâ??adoption.

Les choses avancent nÃanmoins mais â? ! Ã petits pas de souris. RÃcemment, le PrÃsident de la RÃpublique sâ??est engagÃ auprÃs de Line Renaud, grande dÃfenseuse de la cause, Ã lâ??occasion dâ??une remise de mÃdaille, Ã engager une rÃflexion sur le sujet. Suite Ã lâ??avis rendu par le ComitÃ Consultatif National dâ??Ethique (CCNE), il a finalement dÃcidÃ de lancer une convention citoyenne chargÃe de rendre ses conclusions en mars 2023, en vue dâ??envisager, *le cas ÃchÃant, une Ãvolution du cadre lÃgal actuel dâ??ici Ã la fin de lâ??annÃe prochaine*. Encore un an Ã attendre alors que les sondages indiquent que plus de 90 % des franÃsais sont favorables â?!

Cette nouvelle consultation citoyenne nâ??est-elle pas une manÃuvre dilatoire ? Ne va-t-elle pas finir archivÃe dans un placard ? Ne serait-il pas temps que la loi franÃsaise accorde aux citoyens le droit dâ??Ãteindre la lumiÃre quand ils le souhaitent ?

Categorie

1. Reportages

date crÃ©e

29/09/2022